

Maroc-France: L'Hexagone sort le grand jeu

• Objectif: récupérer son rang de 1er partenaire économique

• Nouveaux secteurs ciblés: villes nouvelles, énergies renouvelables...

• 280 millions de DH pour soutenir les exportations vers l'Afrique

LA France a toujours été le premier partenaire commercial du Royaume, mais elle a été distancée par l'Espagne, devenue le premier fournisseur depuis 2012. L'Hexagone compte récupérer ses positions. Lors de la première journée du Forum de partenariat France-Maroc, qui se poursuit encore ce mercredi 21 mai, Charles Fries, ambassadeur de France à Rabat, a dévoilé sa feuille de route pour renforcer les positions françaises sur le marché marocain. La rencontre intervient

quelques semaines après le coup de froid qui avait marqué les relations maroco-françaises. En plus des chefs d'entreprises français installés au Maroc, une soixantaine de

«Nous avons décidé de nous positionner sur de nouveaux secteurs stratégiques pour le Maroc en mettant l'accent sur trois d'entre eux», déclare l'ambassadeur. Le



Adil El Malki, directeur de l'Ompic, Jean-Marie Grosbois, président de la CFCIM, et Yves Lapiere, DG de l'INPI, à l'issue de la signature d'une convention relative à l'accompagnement des entreprises dans le domaine de la protection de la propriété industrielle (Ph. Jarfi)

patrons sont en prospection au Maroc. 300 rendez-vous sont prévus lors des deux jours que va durer le forum. (Voir aussi page 15).

premier secteur ciblé concerne les nouvelles villes. Le projet de première éco-cité d'Afrique à Zenata avait suscité l'intérêt des hommes d'affaires conduits par le président François Hollande lors de sa visite au Maroc. Bon nombre d'entreprises françaises déjà implantées au Maroc peuvent apporter leur expertise dans plusieurs domaines tels que l'aménagement urbain, l'ingénierie, l'efficacité énergétique, les services environnementaux, l'habitat, le transport... «Nous sommes particulièrement intéressés par les grands plans de développement urbain annoncés récemment

courseurs en matière d'investissement dans l'agro-industrie. En plus d'un positionnement sur de nouveaux secteurs, le gouvernement français souhaite favoriser les partenariats entre les entreprises des deux pays. Le plan d'action de l'ambassadeur s'articule autour de plusieurs axes. L'objectif est d'abord de favoriser l'implantation directe de nouvelles firmes françaises au Maroc pour décrocher le maximum de business et donc d'augmenter la part de marché. Actuellement, un millier d'unités à capitaux français sont installées au Maroc, dont 750 filiales. En 2013, une trentaine de nouvelles PME ont pris pied au Royaume. Le gouvernement français compte accélérer la cadence en accompagnant les hommes d'affaires de l'Hexagone à s'installer au Maroc. Le plan d'action prévoit aussi d'activer des projets de co-localisation pour développer la valeur ajoutée industrielle entre les deux pays. Le schéma des industries automobile et aéronautique pourrait être dupliqué aux nouveaux métiers mondiaux du Maroc tels que la chimie ou encore la filière métallurgie/mécanique.

Le groupe AFD a déjà mis en place des instruments pour accompagner l'implantation des entreprises des deux pays en Afrique. De nouveaux outils sont actuellement en discussion. La Banque publique d'investissement française et Attijariwafa bank signeront bientôt un accord de partenariat permettant d'accompagner les entreprises françaises et leurs homologues marocaines en Afrique. L'ambassadeur a également annoncé une nouvelle ligne de financement de plus de 280 millions de dirhams. Un programme d'appui finan-

ER: Les marchés attendus

LES entreprises françaises ciblent également le secteur des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique. Un domaine où le Maroc affiche de grandes ambitions pour augmenter à 42% la part des énergies renouvelables dans la production énergétique d'ici 2020. Les appels d'offres pour la phase 2 et 3 du projet solaire d'Ouarzazate et la réalisation de 5 nouveaux parcs éoliens de 850 MW au total sont d'ailleurs attendus de pied ferme par les firmes françaises. □

à Oujda, Marrakech, Tanger, Casablanca et Rabat», déclare l'ambassadeur.

Après le TGV Tanger-Casablanca, les tramways de Rabat et de Casablanca, les entreprises françaises souhaitent se positionner sur le futur projet de métro aérien de la métropole économique, les BHNS (bus à haut niveau de service) d'Agadir et de Casablanca. La troisième priorité sectorielle identifiée par la diplomatie économique française concerne l'agroalimentaire. Un secteur d'excellence pour les entreprises de l'Hexagone et qui constitue aussi un métier mondial du Maroc. L'accord agricole UE/Maroc, signé en 2012, offre un cadre réglementaire intéressant pour réaliser des partenariats dans ce secteur entre entreprises françaises et marocaines. Sofiprotéol (Lesieur Cristal) et Danone (Centrale Laitière) sont les pré-

cié destiné à soutenir les exportations en Afrique à travers des garanties de prêt aux PME marocaines ou franco-marocaines. Parmi les secteurs ciblés, la santé, le tourisme, l'agro-industrie, les services, les infrastructures...

La part de marchés de la France au Maroc, qui s'élevait à 25% en 1990, n'est plus que de 12% actuellement. Et les compétiteurs ne viennent plus uniquement des Etats-Unis et d'Europe, mais de Turquie, de Chine, des pays du Golfe. Ce qui oblige le gouvernement français à sortir le grand jeu pour récupérer ses positions dans le Royaume. □

Hassan EL ARIF

